

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



APPEL D'OFFRES N° 42/2021/ABHS

ASSISTANCE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX D'ENTRETIEN
ET REPARATION DES BARRAGES

REGLEMENT DE CONSULTATION

Réservé aux Petites et Moyennes Entreprises
Nationales

2021

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION _____	3
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS _____	3
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE _____	3
ARTICLE 4 : PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE _____	3
ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES _____	4
ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES _____	4
ARTICLE 7 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES _____	4
ARTICLE 8 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS ____	4
ARTICLE 9 : VISITE DES LIEUX _____	5
ARTICLE 10 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS _____	5
ARTICLE 11 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS _____	5
ARTICLE 12 : OFFRE FINANCIERE _____	8
ARTICLE 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS _____	9
ARTICLE 14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS _____	9
ARTICLE 15 : RETRAIT DES PLIS _____	10
ARTICLE 16 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET JUGEMENT SUR LES CAPACITES DES SOUSMISSIONNAIRES _____	10
ARTICLE 17 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES ET JUGEMENT _____	10
ARTICLE 19 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES _____	11
ARTICLE 20 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE _____	11
ARTICLE 21 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES _____	11
ARTICLE 22 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES _____	11

Marché passé par appel d'offres ouvert N° 42/2021/ABHS en séance publique Sur offres de prix en vertu de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif Aux marchés publics.

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert ayant pour objet l'assistance technique et le suivi des travaux d'entretien et réparation des barrages situés dans la zone d'action du Bassin Hydraulique du Sebou (Travaux lancés au titre de l'exercice 2021), à savoir :

- Les travaux d'entretien et de réparation des ouvrages de génie civil des petits et grands barrages,
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements hydro-électromécaniques des barrages,
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements électriques des barrages,
- Les travaux de maintenance préventive des ouvrages de génie civil des barrages.

Ces barrages sont comme suit :

- Les grands barrages :

<i>Barrage</i>	<i>Province</i>	<i>Barrage</i>	<i>Province</i>
Garde de Sebou	Kénitra	Idriss 1er	Taounate
El Kensera	Khémisset	Sahla	
Ouljet Essoltane	Khémisset	Bouhouda	
Al Wahda	Ouezzane	Asfalou	
Complexe Allal Fassi	Sefrou	Bab Louta	Taza
Sidi Chahed	My Yacoub		

- Les petits barrages :

<i>Barrage</i>	<i>Province</i>	<i>Barrage</i>	<i>Province</i>
Ettine	Ouezzane	Makrach	Taounate
Ait Moulay Ahmed	Ifrane	Gaada et Mahrez	Fès
Michlifén		Sehb EL Merga	Boulemane

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché objet du présent appel d'offres est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès.

ARTICLE 4 : PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE

Le présent appel d'offres est réservé à la petite et moyenne entreprise (PME) tel que défini dans l'arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret 2-12-349, et dans la loi 53.00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.

ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre:

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ou de la lettre circulaire selon le cas ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif
- e. Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant ;
- f. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- g. Le présent règlement de consultation ;

ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publiées sur le portail des marchés de l'Etat.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 20 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

ARTICLE 7 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres .
Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site de l'Agence : www.abhsebou.ma.

ARTICLE 8 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni à un concurrent à sa demande sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des Marchés de l'Etat.

ARTICLE 9 : VISITE DES LIEUX

Aucune visite des lieux ne sera organisée dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 10 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaires à la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres.
 - sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes auprès du comptable chargé du recouvrement.
 - Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes qui sont en liquidation judiciaire.
 - Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-06-388 précité.

ARTICLE 11 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1. **LE DOSSIER ADMINISTRATIF** doit comprendre :

1.1 Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.
- b. Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5ème paragraphe du C de l'article 157 du décret N° 2-12-349 du 20 Mars 2013.

- c. En cas de groupement joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret N° 2-12-349 précité.

1.2 Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- S'il s'agit d'une personne physique, agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

- e. l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administration du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

En outre, conformément à l'arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret 2.12.349, le concurrent PME auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit fournir les justifications suivantes :

- i. Une attestation de la CNSS justifiant que l'effectif qu'il a employé ne dépasse pas 200 personnes;
- ii. La ou les pièces justifiant que la PME est gérée ou administrée par des personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires;
- iii. L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou attestation du bilan délivrée par la Direction Générale des Impôts des dernières années.

2. LE DOSSIER TECHNIQUE

- Pour les concurrents installés au Maroc : La copie légalisée de tous les certificats d'agrément des bureaux d'études dans les domaines suivants :

D6	&	D14 et D15
----	---	------------

- Pour les concurrents non installés au Maroc :
 - a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
 - b) Les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations avec indication de la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

En cas de groupement de PME, les pièces énumérées dans le dossier administratif et technique doivent être fourni par chacune des sociétés constituant ce groupement.

3. L'OFFRE TECHNIQUE

Le dossier de l'offre technique doit contenir :

- La liste des personnes faisant partie de l'équipe mobilisée par le Prestataire (ingénieurs et techniciens) pour réaliser les prestations objet du présent AO, leurs qualifications, expériences et leurs curriculums détaillés établis conformément aux

modèles joints en annexe I et II du présent Règlement de Consultation, dûment signés, légalisés, et cachetés par le prestataire et par les intéressés,

- Les copies certifiées conformes des diplômes des membres de l'équipe qui seront chargés des missions de l'assistance et suivi des travaux,

L'équipe minimale à proposer doit être composée de :

- Ingénieur et un technicien confirmés dans le domaine de génie civil,
- Ingénieur et un technicien confirmés en électromécanique ou en électricité.

Les ingénieurs doivent justifier d'une expérience supérieure ou égale à 7 ans dans leur domaine et dans le domaine d'assistance technique, suivi et contrôle des travaux de génie civil, d'électromécanique ou d'électricité.

Les techniciens doivent justifier d'une expérience supérieure ou égale à 5 ans dans leur domaine et dans le domaine d'assistance technique, suivi et contrôle des travaux de génie civil, d'électromécanique ou d'électricité.

Tout concurrent ne respectant pas l'un des critères ci-dessous sera considéré ne remplissant pas les conditions nécessaires et indispensables pour réaliser les prestations prévues par le CPS et son offre technique sera automatiquement écartée :

- Les profils proposés ne disposant pas de diplômes d'ingénieur d'Etat en génie civil, en électromécaniques ou en Electricité, ou n'ayant pas une expérience dans le domaine supérieure ou égale à 7 ans ;
- Les techniciens ne disposant pas de diplômes en génie civil, en électromécanique ou en Electricité ou n'ayant pas une expérience dans le domaine supérieure ou égale à 5 ans,
- Le respect par le concurrent des tableaux des annexes 1 et 2 renseignés et dûment signés par ses soins.

ARTICLE 12 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;
- Le sous détail des prix.

Par ailleurs et en ce qui concerne la présentation de ces pièces, il convient de respecter les exigences ci-après :

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

- Les prix unitaires du Bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du Bordereau des prix globaux et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du Bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du Bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du Bordereau des prix-détail estimatif, du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du Bordereau des prix-détail ou Bordereau des prix-global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant:

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- Le numéro de l'avis d'appel d'offres ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offre lors de la séance d'examen des offres.

Ce pli contient trois enveloppes comprenant:

- a. **La première enveloppe**: contient le dossier administratif, le dossier technique, le règlement de consultation, le cahier des prescriptions spéciales signés et paraphés par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossier administratif et technique » ;
- b. **La deuxième enveloppe**: contient l'offre technique du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre technique ».
- c. **La troisième enveloppe**: contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière ».

ARTICLE 14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents, soit :

- déposés contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- remis séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance , et avant l'ouverture des plis .
- Soit par soumission électronique à travers le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis. A leur réception, les plis sont enregistrés dans leur ordre d'arrivée sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 15 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite, et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées dans le registre spécial tenu à cet effet.

Ces concurrents peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions telles que fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 16 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET JUGEMENT SUR LES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

L'ouverture, l'examen des offres et le jugement sur les capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38 et 39 du décret n° 2.12.349 précité.

Les Prestataires retenus pour soumissionner sont ceux qui ont présenté des offres techniques répondant aux exigences le sous-titre n° 3 de l'article 11 relatif à l'offre technique.

ARTICLE 17 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES ET JUGEMENT

La commission apprécie les garanties et capacités juridiques, techniques et financières ainsi que les références professionnelles en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans le dossier administratif et technique et le dossier de l'offre technique de chaque concurrent et conformément à l'article 40 et 41 du décret 2-12-349 du mars 2013.

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière. Sous réserve des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions prévues à l'article 40 et 41 du décret n° 2-12-349 précité, l'offre la plus avantageuse est la moins disante parmi les offres retenues après examen des offres techniques

ARTICLE 19 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 20 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de 15 %. En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.

ARTICLE 21 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 22 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

MAITRE D'OUVRAGE

La Directrice de l'Agence du
Bassin Hydraulique du Sebou
Par Interim
Signé Laila Misane

LE SOUMISSIONNAIRE

Cachet et signature du soumissionnaire
précédé de la mention manuscrite :
"lu et accepte"

ANNEXE N° 1

TABLEAU RELATIF AU PERSONNEL QUE LE PRESTATAIRE S'ENGAGE A AFFECTER POUR LA REALISATION DES PRESTATIONS OBJET DU PRESENT APPEL D'OFFRES

TABLEAU A REMPLIR POUR CHAQUE MEMBRE DE L'EQUIPE QUI SERA CHARGEE DES
PRESTATIONS DU PRESENT APPEL D'OFFRES

1. Expérience dans le domaine de sa formation

Noms et prénoms	Année	Expérience acquise dans son domaine	Maître d'ouvrage	Responsabilité
.....
.....
.....

2. Expérience dans le domaine d'assistance technique, de suivi et de contrôle des travaux

Noms et prénoms	Année	Expérience acquise dans dans le domaine d'assistance technique, de suivi et de contrôle des travaux	Maître d'ouvrage	Responsabilité
.....
.....
.....

ANNEXE N° 2
MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV)
DU PERSONNEL PROPOSE

Poste : _____
Nom de la société : _____
Nom de l'employé : _____
Profession : _____
Date de naissance : _____
Nombre d'années d'emploi par la société/l'organisme : _____ Nationalité : _____
Affiliation à des associations/groupements professionnels : _____
Attributions spécifiques : _____

Principales Qualifications :

[Donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer *le niveau des responsabilités* exercées par lui/elle lors de missions antérieures, en en précisant la date et le lieu.]

Formation :

[Résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]

Expérience professionnelle :

[Dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieux de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]

Langues :

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée]

Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Date : _____

[Signature légalisée de l'employé et du représentant habilité de l'entrepreneur]
Jour/mois/année

Nom de l'employé _____
Nom du représentant de l'entrepreneur : _____